

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE SERVICES**

---












**Prestations géotechniques sur le réseau fluvial  
Nord-Pas-de-Calais de Voies Navigables de  
France**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

37, rue du Plat  
BP 725  
59034 LILLE Cedex

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Réalisation des prestations géotechniques sur le réseau fluvial Nord-Pas-de-Calais de Voies Navigables de France
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre de services
	<b>Nombre de lots</b>	2
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec pour le lot 1 uniquement
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires et/ou forfaitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur.....	5
1.3 - Décomposition du contrat .....	5
1.4 - Type d'accord-cadre .....	6
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	7
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	7
1.7- Clauses sociales (pour le lot 1 uniquement).....	7
1.7.1- Le principe .....	7
1.7.2 - L'accompagnement de l'insertion .....	10
1.7.3 - Modalités de contrôle .....	10
1.7.4 - L'insertion à l'issue du marché .....	12
2 - Pièces constitutives du marché.....	12
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	13
4 - Durée et délais d'exécution.....	13
4.1 - Durée du contrat .....	13
4.2 - Reconduction.....	13
4.3 – Durées et délais d'exécution .....	14
4.3.1 – Période de préparation de l'accord-cadre.....	14
4.3.2 -Préparation des bons de commande.....	14
4.3.3 Période de préparation à l'exécution des bons de commande (uniquement pour le lot n°1) .....	15
4.3.4 Exécution des bons de commande.....	15
5 - Prix.....	17
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	17
5.2 - Modalités de variation des prix.....	17
6 - Garanties Financières.....	18
7 - Avance .....	18
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	18
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	19
8 - Modalités de règlement des comptes.....	19
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	19
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	19
8.3 - Délai global de paiement.....	20
8.4 - Paiement des cotraitants.....	20
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	20
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	20
10 - Développement durable .....	24
11 - Garantie des prestations.....	24
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	24
13 - Pénalités.....	25
13.1 - Pénalités de retard.....	25
13.2 - Autres pénalités spécifiques .....	25
14 - Assurances.....	28
15 - Résiliation du contrat .....	29
15-1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	29
15.1.1 Généralité.....	29
15.1.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	29

15.1.3 Résiliation du marché aux torts du Titulaire ou cas particulier .....	29
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	30
16 - Règlement des litiges et langues .....	31
17 - Dérogations .....	31

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Prestations géotechniques sur le réseau fluvial Nord-Pas-de-Calais de Voies Navigables de France

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Zone d'étude pour les opérations de régénération, développement et modernisation du réseau fluvial Nord-Pas-de-Calais

## 1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour la réalisation de la consultation et le suivi de l'exécution du présent accord cadre, le rôle du représentant du pouvoir adjudicateur est délégué à Monsieur le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de VNF.

Sur le fondement du présent accord-cadre, la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage, ainsi que la Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais sont susceptibles de passer des bons de commande.

Pour la passation et l'exécution des bons de commande de cet accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur est :

- Pour les opérations de la Direction Territoriale Nord-Pas de Calais, Monsieur le directeur territorial Nord Pas de Calais ou son représentant ayant délégation

- Pour les opérations de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA), Monsieur le directeur de la DIMOA ou son représentant ayant délégation

## 1.3 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots(s) techniques :

Lot(s)	Désignation
01	Marché d'investigations géotechniques et de réalisation de missions d'ingénierie géotechnique en phase de conception
02	Marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage sur les aspects géotechniques et de réalisation des missions d'ingénierie en phase exécution

Le lot 1 est multi-attributaire et sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

Le lot 2 est mono-attributaire et sera attribué à un unique opérateur économique.

Missions \ Intervenant	Marché de prestations géotechniques	
	LOT 1 - Marché d'investigations géotechniques et de réalisation de missions d'ingénierie géotechnique en phase conception	LOT 2 - Marché d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage sur les aspects géotechniques et de réalisation des missions d'ingénierie géotechnique de conception
<b>Mission d'exécution hors mission normalisée</b>		
Exécution de sondages, essais, suivis géotechniques et mesures géophysiques	X	(X)
Fourniture d'un compte rendu factuel de sondages, d'essais in-situ et en laboratoire et de mesures	X	(X)
<b>Mission d'ingénierie géotechnique normalisée selon la NF P 94-500</b>		
<b>G1 : Etude géotechnique préalable</b>		
<b>G1 ES: Etude de Site</b>	X*	(X)
<b>G1 PGC : Principes Généraux de Construction</b>	X*	(X)
<b>G2 : Etude géotechnique de conception</b>		
<b>G2 AVP : AVant-Projet</b>	X*	(X)
<b>G2 PRO : PROjet</b>	X*	(X)
<b>G2 DCE / ACT</b> DCE : Participer à la rédaction des documents techniques sur les ouvrages géotechniques du DCE	X*	(X)
ACT : Assister à la sélection et à analyse technique des offres (base et variantes)		X*
<b>G4 : Supervision géotechnique d'exécution</b>		
<b>G4 : phase "Etude d'exécution"</b>		X*
<b>G4 : phase "Travaux"</b>		X*
<b>G5 : Diagnostic géotechnique</b>		
<b>G5 Avec ou Sans sinistre</b>	X*	(X)

**LEGENDE :**

X : réalisation de la mission

(X) : contrôle de la mission

\* : possibilité transfert de la mission d'ingénierie géotechnique au Maître d'Ouvrage externe (opérations de plus de 4M€ HT)

#### 1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Pour chaque lot, le montant maximum est indiqué à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

## 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 9 du présent CCAP.

Pour le lot 1, les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande selon la méthode dite « en cascade », c'est-à-dire celle consistant :

- à contacter d'abord l'opérateur économique dont l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre a été considérée la meilleure (**attributaire principal**) pour l'émission d'un devis ou d'une proposition technique et financière dans les conditions et délais prévus au marché ;
- puis à s'adresser au deuxième selon classement de l'analyse des offres de la présente consultation (**attributaire secondaire**) uniquement dans les cas suivants :
  - L'attributaire principal n'est pas en capacité de répondre à la demande dans les délais souhaités par VNF,
  - Il est constaté l'absence de réponse du titulaire principal à la demande de VNF dans le délai contractuel
  - L'attributaire principal envoie un courrier/courriel informant VNF de son incapacité dument justifiée à réaliser la prestation demandée ;
- et enfin à s'adresser au troisième selon le classement de l'analyse des offres (**dernier attributaire**) dans les mêmes conditions que l'attributaire secondaire vis-à-vis de l'attributaire principal.

En cas d'absence de réponse ou d'incapacité du titulaire une pénalité pour incapacité du titulaire sera appliquée (voir article 13.2 du présent CCAP).

Dans l'hypothèse où l'attributaire principal ne répond pas à une sollicitation de l'acheteur à plus de 3 reprises sans apporter de justifications pertinentes, VNF se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre auprès du titulaire concerné (voir article 15.1 du présent CCAP).

Les mentions minimales devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le montant du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais globaux et partiels d'exécution ou une date au plus tard de fin d'exécution ;
- les lieux de réalisation des prestations.

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 1.7- Clauses sociales (pour le lot 1 uniquement)

### 1.7.1- Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières sur le lot 1.

- **Les publics éligibles**

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

#### **A) Volume d'heures de travail réservées**

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du lot 1 du présent marché, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Le Lot 2 ne comprend pas de considération sociale.

Ainsi, pour le Lot 1, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre (y compris la ou les période(s) de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion **de cinquante (50) heures par tranche de cent mille (100 000) euros H.T de commandes facturées, pour un ensemble de commandes supérieur à 300 000€ HT.**

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieur à 300 000€, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 300 000€ de commande, l'entreprise devra consacrer 150 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 50 heures supplémentaires par tranche de 100 000€.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les six derniers mois du marché ne seront pas prises en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion. Ainsi, en cas de reconduction du marché, si celui-ci se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2029, seules les commandes effectuées entre le 01/01/2026 et le 30/06/2029 seront prise en considération dans le calcul de la clause sociale.

**La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 150 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun. Dans tous les cas, il est attendu du titulaire qu'il engage une action d'insertion avant le 18<sup>ème</sup> mois du marché.**

#### **B) Comptabilisation des heures**

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées
- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire).
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché.
- les jours fériés, pris sur ce marché.
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).



- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché.
- les accidents de travail.
- les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

### **C) Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures**

#### **C1 / La règle générale**

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

#### **C2 / Les cas particuliers**

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

### **D) Modalités de réalisation**

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençant a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

**L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.**

#### **Modalité n°1 : Embauche directe**

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

#### **Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

#### **Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA**

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

#### **E) En cas de recours à la sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et **Voies navigables de France** afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

#### **F) Globalisation**

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de **Voies navigables de France** et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et **Voies navigables de France**. Elle peut être recevable par le facilitateur et **Voies navigables de France** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

### **1.7.2 - L'accompagnement de l'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, **Voies navigables de France** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

**Mission Emploi Lys-Tourcoing**  
**85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing**  
**Contact : M. Hugo VANDAMME**  
**03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40**  
**hvandamme@lamelt.fr**

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

1. D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché

2. De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
3. D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
4. De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
5. De suivre l'application de la clause pour **Voies navigables de France**
6. Faciliter les relations entre **Voies navigables de France**, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

### **1.7.3 - Modalités de contrôle**

#### **A) Dispositions générales**

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article ...X... du présent CCAP.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par **Voies navigables de France** ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

#### **B) Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique**

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer **Voies navigables de France** et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, **Voies navigables de France** peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai **Voies navigables de France** et le facilitateur.

À ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

#### **C) Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale**

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion (voir annexe N°4 de l'AE) et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, **Voies navigables de France** applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

#### **D) Règles liées au respect du RGPD**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les

informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

#### **E) Respect des engagements et pénalités**

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion conformément à l'annexe N°4 de l'AE, les pénalités définies à l'article 13.2 du présent CCAP s'appliquent après mise en demeure préalable.

#### **1.7.4 - L'insertion à l'issue du marché**

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

À l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

## **2 - Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité et dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par mise au point ou par avenant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes datés signés,
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Les déclarations de sous-traitances éventuelles (DC4)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commande émis durant l'exécution du marché

Les documents opposables au seul titulaire sont les suivants :

- Le mémoire justificatif et explicatif remis à l'offre et ses annexes,
- Les sous-détails et décompositions analytiques de prix remis à l'offre ou fournis durant la période de préparation,
- Les échanges sous forme de courrier ou questions/réponses durant la procédure de consultation ou d'attribution.

En effet, à l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de

l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droit, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en oeuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans son offre.

### **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes : Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus. En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le prestataire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **4 - Durée et délais d'exécution**

#### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de la notification du marché.

Il est expressément convenu que si le montant maximum alloué est atteint avant l'expiration de la durée initialement prévue (2 ans), la seconde période (2ans) pourra être entamée de manière anticipée, sans attendre l'échéance calendaire prévue, et ce dans la limite de son propre montant maximum.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

#### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de chaque période de reconduction est de 24 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 4.3 – Durées et délais d'exécution

#### 4.3.1 – Période de préparation de l'accord-cadre

La durée estimée des périodes de préparation des différents lots est de 1 mois. Il s'agit d'une unique période par lot de préparation portant sur l'ensemble des prestations (1 période de préparation pour les 4 ans du marché). Elle démarre à notification du marché.

Elle doit permettre l'élaboration du PAQ du titulaire de chacun des lots (qui devra quant à lui être mis à jour lors du renouvellement si nécessaire) et la réalisation d'une réunion de lancement du marché.

Pour le lot N°1, l'ensemble des sous-détails de prix seront à fournir durant la phase préparatoire.

Pour le lot N°2, un avis sur le PAQ du lot N°1 sera à produire durant la phase préparatoire du marché.

Les délais relatifs à la période de préparation sont les suivants :

Documents à fournir	Délai de transmission du titulaire au Maître d'ouvrage	Délai du visa ou de la note d'observations du Maître d'Ouvrage**	Délai de reprise des documents par le titulaire suite aux observations du Maître d'ouvrage**
PAQ (pour les lots N°1 et N°2)	15 jours*	10 jours	5 jours
Sous-détails des prix (uniquement pour le lot N°1)	20 jours *	10 jours	5 jours
Avis sur PAQ du lot N°1 (uniquement pour le lot N°2)	15 jours**		

\* à compter de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation à savoir la notification du marché.

\*\* à compter de la réception du document.

#### 4.3.2 -Préparation des bons de commande

Le marché prévoit 2 configurations pour la préparation des commandes :

- VNF peut demander au titulaire du lot N°1 une **proposition technique et financière** (prestation rémunérée – voir article 2.2.2.2 du CCTP du lot 1) à partir de l'expression d'un besoin et la transmission d'éléments par VNF sur les prestations à chiffrer qui comprennent a priori des investigations dont la quantification et la localisation est à définir et de l'ingénierie à réaliser à partir de ces investigations.
- VNF peut demander (aux titulaires des 2 lots) **un simple devis** préalable à l'émission du bon de commande (prestation non rémunérée - - voir article 2.2.2.3 du CCTP du lot 1) lorsque les prestations attendues concernent :
  - Soit uniquement des prestations d'ingénierie. La proposition du titulaire ne traitera que de la proposition de la durée de la mission d'ingénierie et du nombre et du type de forfait ou de prix unitaires à indiquer dans le bon de commande pour répondre au besoin exprimé par VNF.
  - Soit uniquement des investigations de terrain et essais en labo sans prestation d'ingénierie. La proposition du titulaire consistera à retranscrire le programme d'investigation produit par le maître d'œuvre et/ou son prestataire ou cotraitant en charge de la mission d'ingénierie.
- Les délais de transmission et de reprises des documents sont les suivants :

<b>Documents à fournir</b>	<b>Délai de transmission du titulaire au Maître d'ouvrage*</b>	<b>Délai de retour du Maître d'Ouvrage ou de son AMO**</b>	<b>Délai de reprise des documents par le titulaire suite aux observations du Maître d'ouvrage***</b>
Proposition technique et financière (lot N°1 uniquement)	10 jours	10 jours	5 jours
Devis (lots N°1 et N°2)	5 jours	5 jours	2 jours
Avis sur proposition technique et financière (lot N°2 uniquement)	10 jours		

\* à compter de la réception de la demande de VNF.

\*\* à compter de la réception de la proposition.

\*\*\* à compter du retour de VNF sur la proposition

### **4.3.3 Période de préparation à l'exécution des bons de commande (uniquement pour le lot n°1)**

Pour les prestations nécessitant des investigations terrains (forages, sondages et essais-in-situ), une période de préparation est prévue.

Pour les autres types de prestations, il n'y a pas de période de préparation à l'exécution du bon de commande.

Dans le cas d'investigations de terrain et sur proposition argumentée du prestataire dans le cadre de l'élaboration du devis, la durée de période de préparation (ainsi que son point de départ) seront précisés dans le bon de commande.

La durée de la période de préparation ne pourra pas être inférieure à 2 semaines et n'excédera généralement pas 1 mois (elle pourra sur justification atteindre 2 mois).

Cette période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des bons de commande.

### **4.3.4 Exécution des bons de commande**

#### **4.3.4.1 Durée d'exécution du bon de commande pour le lot n°1**

La durée d'exécution du bon de commande ne pourra pas excéder 12 mois.

La durée de la période d'exécution globale d'une mission normalisée ne pourra pas excéder 6 mois pour un ouvrage de type 1 et 9 mois pour un ouvrage de type 2.

La durée de la période d'exécution d'une mission d'ingénierie géotechnique sans investigations et essais ne pourra excéder 2 mois.

Sur proposition argumentée du prestataire, la durée d'exécution de chaque commande, son point de départ ainsi que les délais partiels éventuels seront précisés dans le bon de commande.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 6 mois.

#### **4.3.4.2 Durée d'exécution estimée du bon de commande pour le lot 2**

La durée d'exécution estimée de la prestation sera précisée dans le bon de commande et ne dépassera généralement pas 12 mois. Cependant, elle ne peut pas être fixée de manière ferme car :

- Pour la partie AMO et contrôle extérieur des prestations géotechniques, la durée dépend de l'exécution par un tiers de la mission, l'exécution des prestations est donc gérée par les délais partiels associés à ces prestations,
- Pour la partie AMO sur les aspects géotechniques et l'ingénierie géotechnique d'exécution, l'exécution est gérée par des délais partiels ou par la durée des travaux (pour les G4).

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 6 mois.

Cependant, les missions G4 au sein du lot N°2 commandées avant la fin de validé de l'accord-cadre et dont les travaux se prolongent au-delà des 6 mois peuvent être exécutées jusqu'à 12 mois au-delà de la fin de l'accord-cadre.

#### 4.3.4.3 Délai partiels d'exécution du bon de commande

**Pour le lot n°1**, des dates butoirs intermédiaires ou délais partiels pourront être précisés dans le bon de commande. Cela permettra par exemple de fixer une durée ou des dates de début et/ou de fin des investigations géotechniques, des essais en laboratoire et des dates de remise des rapports intermédiaires relatifs aux investigations, aux mesures in-situ (suivis géotechniques ou campagnes géophysiques) et aux essais de laboratoire.

Ces durées d'exécution partielles sont toutefois limitées :

- La période d'exécution des investigations géotechniques et essais in-situ ne pourra excéder 6 mois.
- La période d'exécution des essais en laboratoire ne pourra excéder 3 mois.
- La période d'exécution de la phase d'ingénierie géotechnique après investigations et essais ne pourra excéder 3 mois.
- La période d'exécution d'une mission d'ingénierie géotechnique sans investigations et essais ne pourra excéder 2 mois.

Sauf avis contraire du maître d'ouvrage, le délai de reprise des différentes productions sera au maximum de 5 jours ouvrés sur les procès-verbaux de sondages ou d'essais et de 30 jours ouvrés sur les rapports.

**Pour le lot n°2**, des délais partiels a priori et maximums suivants sont définis :

Prestations	Tâche	Délai prioritaire	Délai maximum*
AMO et contrôle extérieur de l'ingénierie géotechnique			
contrôles de l'exécution des prestations géotechniques	Intervention sur site	5j	10j
	Compte rendu	2j	5j
AMO et contrôle extérieur des missions d'ingénierie	G1 ES et G1 PGC	5j	10j
	G2 AVP	10j	20j
	G2 PRO	10j	30j
	G2 DCE	5j	10j
AMO et contrôle extérieur des productions de l'ingénierie géotechnique	Avis sur programme d'investigation	5j	10j
	Avis complémentaire sur rapport de missions d'ingénierie	5j	10j
Ingénierie géotechnique en phase d'exécution			
G2 ACT	Avis sur offres	10j	30j
	Avis sur variante	5j	15j
Prestations d'AMO ponctuelles			



Prestations	Tâche	Délai prioritaire	Délai maximum*
Assistance en phase travaux	Cas simple	2j	5j
	Cas moyennement complexe	4j	10j
	Cas complexe	6j	15j
Avis sur problématique	Cas simple	2j	5j
	Cas moyennement complexe	4j	10j
	Cas complexe	6j	15j
Interventions complémentaires	Réalisation de contre-calculs	5j	10j
	Intervention ponctuelle	5j	15j

α les délais a priori sont à considérer par défaut (cas courants).

\* des délais plus importants peuvent être définis de manière concertée et argumentée dans le cadre des échanges préalables à l'émission du bon de commande car l'exécution de la mission peut dépendre de la complexité, de l'urgence et du contexte spécifique à chaque opération (cas particuliers). Ces délais sont toutefois limités aux délais maximums précisés dans le tableau.

Les délais précisés dans le tableau ci-dessus concernent la première émission, les délais prévus dans le bon de commande sont réduits de moitié pour les indices ou versions suivantes des documents

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont rémunérées à l'aide de prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement et du Bordereaux des Prix Unitaires, aux quantités effectivement commandées et réalisées. Tous les prix sont établis en euros. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise de l'offre indiquée en page de garde de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

Lot(s)	Formules	Index de prix
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (I_{n-6} / I_{0-6})$ avec : $I_{n-6}$ : Valeur de l'index de référence I prise au mois d'exécution des prestations moins 6 mois	ING base 2010 : L'ensemble des prix de la série 900 TP04 base 2010 : Tous les autres prix (séries 100 à 800)
02	$I_{0-6}$ : Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois	ING base 2010 : L'ensemble des prix

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Les index de référence /choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
ING base 2010	Ingénierie
TP04 base 2010	Fondations et travaux géotechniques / Sondages et forages

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 15,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 15,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 8 ci-dessous compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **8 - Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les informations :

- le code service "31"
- Le numéro de " SIRET : 130 017 791 00026 " de la Direction Territoriale Nord Pas de Calais de VNF ou ; 130 01 7791 00018 de la DIMOA

ainsi que les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100026 de la Direction Territoriale Nord Pas de Calais de VNF ou ; 130 01 7791 00018 de la DIMOA

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

Les lois et réglementations en vigueur s'imposent dans l'exécution du marché sans qu'elles aient été nécessairement explicitées dans la présente liste des pièces constitutives du marché.

Le Titulaire est tenu d'appliquer les normes et règles de l'art en vigueur.

Ces documents généraux ne seront pas joints au marché, le Titulaire reconnaissant néanmoins expressément leur caractère contractuel.

Le Titulaire du présent marché reconnaît le caractère évolutif par définition, de l'ensemble des lois, règlements, normes ou règles de l'art applicables au projet, qu'ils soient techniques, réglementaire ou autre. A ce titre, il reconnaît avoir l'obligation de se tenir informé en permanence de toute évolution des textes, normes etc., en relation avec l'objet du présent marché.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

#### Notification des bons de commandes, décisions ou informations :

La notification au titulaire des bons de commandes, décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la notification est faite par email et fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

b) Si la notification est faite par email et fait courir un délai en heures (intervention urgente) :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par la plate-forme PLACE et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur (PLACE) permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Le titulaire est engagé par le biais de l'annexe 3 de l'AE sur l'intervention d'une équipe dédiée à la réalisation des prestations. Si le titulaire est forcé de remplacer une personne nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information. Le Maître d'ouvrage peut refuser le remplaçant si celui-ci ne répond pas aux critères d'expérience et de compétences définis lors de la consultation. Dans ce cas, le titulaire doit proposer un nouveau remplaçant et ce jusqu'à validation de la nouvelle équipe par VNF.

#### Conflit d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires permettant de prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant l'exécution du présent marché doit être signalé sans délai et par écrit au maître d'ouvrage. Le titulaire doit prendre immédiatement toute(s) mesure(s) nécessaire(s) pour y mettre fin et en informe le maître d'ouvrage.

#### Clause complémentaire : Travailleurs détachés

### **Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Il doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies dans le CCAG de référence.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le Titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités du chapitre 5 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

## Lutte contre les prestations de services internationales illégales

### Désignation d'un représentant du Titulaire

Le Titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

### Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - o les salariés détachés par ses soins ;
  - o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le Titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du Titulaire dans les conditions définies au CCAG de référence.

### Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le Titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le Titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies au présent CCAP.

## 10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives.

VNF s'engage à intégrer les meilleures pratiques environnementales : l'établissement souhaite dans ce cadre, la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement

## 11 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Par dérogation de l'article 28 du CCAG-FCS :

- Les conditions de garantie des prestations sont complétées par les dispositions suivantes : S'il s'avère que les résultats des études de dimensionnement réalisées par le titulaire sont erronés du fait d'erreurs incombant à celui-ci, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imputer au titulaire tout ou partie des surcoûts engendrés par ces erreurs.
- La réception des études par le pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle à l'application de cette clause par celui-ci.

## 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.



## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution du bon de commande est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1/1000 de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du maître d'ouvrage, sauf stipulation expresse du présent CCAP. Elles sont calculées et appliquées sur les demandes de paiement du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne pourra pas excéder 20% du montant total du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **13.2 - Autres pénalités spécifiques**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sur le présent accord-cadre sont les suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non respect des prérogatives liées à la période de préparation du marché	Journalière	150,00 € pour le lot1 100,00 € pour le lot2	En cas de retard dans l'exécution des prérogatives liées à la période de préparation du marché par rapport au délai maximum précisé dans le présent CCAP, le titulaire du lot n°1 subit une pénalité journalière de 150 € et le titulaire du lot n°2 subit une pénalité journalière de 100 €.
Non remise en état des lieux (uniquement pour le lot n°1)	Forfaitaire	500,00 €	Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de la personne publique. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire du lot n°1 subit une pénalité forfaitaire de 500 €.
Absence à un rendez-vous sur site ou réunion	Forfaitaire	150,00 €	Les rendez-vous sur site ou les réunions sont fixés par le maître d'ouvrage. En cas d'absence à un rendez-vous sur site ou à une réunion dont la date aura été transmise au titulaire une semaine avant par voie postale ou électronique, le titulaire (du lot n°1 et du lot n°2) subit une pénalité forfaitaire de 150 €. Cette pénalité s'applique aussi aux réunions de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.
Signalisation de chantier (uniquement pour le lot n°1)	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect des règles de sécurité de la signalisation de chantier pouvant générer un risque vis à vis de la circulation publique et/ou de l'entreprise elle-même : le titulaire du lot n°1 subit une pénalité forfaitaire de 500 €.
Protection de l'environnement (uniquement pour le lot n°1)	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement ou du non-respect des préconisations des autorisés ou engagements de VNF faisant suite aux dossiers de déclaration, le titulaire du lot n°1 subit à une pénalité forfaitaire de 500 €. Plus particulièrement, le titulaire du lot n°1 subit une pénalité forfaitaire de 500 € en cas de constatation d'une pollution accidentelle des eaux superficielles et/ou souterraines.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Incapacité du titulaire	Forfaitaire	1 000,00 € pour le lot1 500,00 € pour le lot2	<p>En cas d'incapacité du titulaire du lot n°1 à dégager les moyens et personnels pour répondre aux commandes en simultané considérées comme prévisibles (3 campagnes terrain, 3 campagnes d'essais labo et 8 missions normalisées en phase ingénierie), le titulaire du lot n°1 subit une pénalité forfaitaire de 1000 € par bon de commande refusé ou reporté.</p> <p>En cas d'incapacité du titulaire du lot n°2 à dégager les moyens humains pour répondre aux commandes en simultané considérées comme prévisibles (8 missions d'assistance sur missions d'ingénierie géotechnique, 5 missions d'ingénierie, 1 AMO ponctuelle), le titulaire du lot n°2 subit une pénalité forfaitaire de 500 € par bon de commande refusé ou reporté.</p> <p><b>A noter que l'absence de fourniture d'une proposition technique et financière ou d'un devis par le titulaire (du lot N°1 ou du lot N°2) suite à une demande de VNF sera considéré comme un refus de commande au-delà des délais prévus au marché. Ce cas de figure rentre donc dans le champ d'application de la présente pénalité. Dans ce cas, elle s'applique 3 fois avant la résiliation pour faute du titulaire (voir article 15.1 du présent CCAP et article 4.3 de l'AE).</b></p>
Pénalités concernant les travailleurs détachés ou étrangers	Forfaitaire	500,00 €	<p>A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1-8.2 du présent accord-cadre, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.</p> <p>En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 500 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable) de la conduite d'opération. Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.</p>

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour manquement dans la fourniture des renseignements relatifs à la mise en œuvre de clause sociale	Journalière	50,00 €	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour pour tout manquement constaté après mise en demeure et ce jusqu'à ce qu'il se remette en conformité avec les clauses sociales prévues au présent marché.
Non réalisation des heures d'insertion	Forfaitaire	60,00 €	En cas de non-conformité au volume d'heure réservé à l'insertion (en dehors des cas prévu à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS), le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.
Autres pénalités diverses	Forfaitaire	100,00 €	Toute infraction à une quelconque clause contractuelle non sanctionnée par une pénalité spécifique peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 100 € par infraction sur simple constat de VNF. En cas d'exécution partielle d'un bon de commande sans justification, le titulaire encourt une pénalité égale au centième du montant des prestations non exécutées.

Les pénalités qui ne sont pas associées directement à un bon de commande en cours d'exécution seront appliquées lors de la demande d'acompte sur le bon de commande suivant la constatation du manquement dans l'exécution du marché.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Responsabilité Civile Exploitation : 5 000 000 € par sinistre (tous dommages confondus);
- Responsabilité Civile Professionnelle : 2 500 000 € par sinistre et par année (tous dommages confondus).

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-FCS, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15-1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

#### **15.1.1 Généralité**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS, avec les précisions décrites dans le présent article.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et réceptionnées par VNF est rémunérée sans abattement.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, la résiliation peut n'être que partielle et conséquemment ne pas entraîner la résiliation du marché dans son intégralité.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire ou les ayants-droits s'obligent à remettre à VNF tous les documents en leur possession, nécessaires à la poursuite des missions confiées. VNF reste libre d'utiliser, pour la réalisation du projet, les études, plans et documents établis par le Titulaire et de les faire compléter et réaliser par une autre société de son choix, sans aucune indemnité à verser, à quelque titre que ce soit, au Titulaire.

#### **15.1.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire perçoit une indemnisation conformément à l'article 42 du CCAG-FCS

#### **15.1.3 Résiliation du marché aux torts du Titulaire ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG-FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, en complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF ou toute autre personne en capacité de le faire, lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés au CCAG en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

Dans le cas de résiliation pour faute du Titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au Titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

En complément de l'article 41 du C.C.A.G.-FCS., il est précisé que :

- Si le titulaire ne respecte pas ses engagements en termes de capacité de réponse aux demandes de VNF pour l'exécution simultanée de plusieurs bons de commande (voir article 4.3 de l'Acte d'Engagement) et ce, 3 fois sur la durée de l'Accord-Cadre sans justification d'événements extérieurs recevables, le pouvoir adjudicateur sera en droit de résilier le marché pour faute du titulaire sans indemnité et sans mise en demeure préalable ;
- Les mises en demeure sont notifiées par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine et sont assorties d'un délai. Le Titulaire dispose de ce délai pour satisfaire à ses obligations ;
- Le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par VNF, en cas d'inexécution grave ou répétée de ses obligations ou de mauvaise exécution de celles-ci constatées par voie de mise en demeure, le cas échéant précédée de signalements par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, et notamment lorsque :
  - Le Titulaire n'exécute pas dans les délais prescrits les prestations qui lui sont commandées et compromet ainsi gravement le respect du calendrier de l'opération ;
  - Les documents présentés par le Titulaire ont fait l'objet de plusieurs décisions successives de rejet ou d'ajournement par VNF,
- Le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par VNF, en cas de non-respect du Titulaire de l'engagement sur les coûts de travaux ;

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

## **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP	déroge à l'article	4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP	déroge à l'article	28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP	déroge aux articles	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 du CCAG - FCSs
- L'article 13.2 du CCAP	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG - FCS Services
- L'article 14 du CCAP	déroge à l'article	9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1.1 du CCAP	déroge aux articles	30.4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1.3 du CCAP	déroge à l'article	41.2. du CCAG- Fournitures Courantes et Services